

Agriculture : Nos campagnes, ces grandes oubliées de la campagne 2012

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) organise ce jeudi à Montpellier une convention sur le thème de l'avenir de l'agriculture française. Sept candidats à l'élection présidentielle 2012, dont les deux favoris, François Hollande et Nicolas Sarkozy, sont attendus pour exposer leurs propositions dans ce domaine.



Atlantico : Sept candidats à la présidentielle présenteront aujourd'hui à la FNSEA leurs propositions en faveur du monde agricole. Depuis le début de la campagne, on les a peu entendus sur ce thème. La ruralité est-elle la grande oubliée de la campagne ?

Joël Gombin : Il est clair que cette thématique n'a pas été au cœur de la campagne. Ce n'est pas la seule, mais c'est remarquable, d'autant que les questions de politique agricole ne touchent pas seulement les agriculteurs : la manière dont notre nourriture est produite est un véritable enjeu de société qui intéresse tout un chacun. C'est d'autant plus étonnant que la Politique agricole commune, le cœur de notre politique agricole, sera renégociée à Bruxelles dans les mois qui viennent pour les années 2014-2020.

Comment expliquer ce relatif désintérêt des divers candidats ?

Le premier élément d'explication tient sans doute au déclin démographique de la clientèle électorale que représentent les agriculteurs, et à l'hétérogénéisation des mondes ruraux, de plus en plus habités par d'anciens urbains. Cependant, au-delà, il faut sans doute y voir le fait qu'une partie des professionnels de la politique, et singulièrement Nicolas Sarkozy, a renoncé à un imaginaire national terrien et rural.

Le Président de la République actuellement en fonction est ainsi le premier homme politique de cette envergure à ne pas du tout revendiquer d'ancre rural et provincial ; il assume parfaitement sa condition d'urbain - et ça ne l'a pas desservi en 2007...

Le vote des agriculteurs est-il délaissé car jugé déjà acquis à la droite (Nicolas Sarkozy remporterait 40% de leurs votes selon un sondage) ?

Il est certain qu'il ne s'agit pas d'un vote flottant à conquérir. Pour autant, la stratégie de Nicolas Sarkozy repose sur la mobilisation des noyaux durs de son électorat, et les agriculteurs en font partie. Les marges de progression sont réelles : en 1995, Jacques Chirac remportait près de 55 % des voix des agriculteurs au premier tour... Les concurrents du président sortant ne s'y trompent d'ailleurs pas, qui tentent davantage de conquérir cet électorat.

François Hollande, par exemple, a un ancrage rural beaucoup plus fort en tant qu'élu corrézien. De même, François Bayrou joue sur son ancrage paysan, même s'il le met moins en avant en 2012 qu'en 2007 où le tracteur était d'une certaine façon son emblème. Marine Le Pen elle-même a effectué un certain nombre de visites dans des exploitations agricoles, et a fait de la renationalisation de la PAC une proposition importante de son programme. Mélenchon, de son côté, essaie de raviver la tradition des paysans rouges - et certains sondages laissent penser qu'il rencontre un certain succès.

Sur quelles thématiques les candidats sont-ils principalement attendus par le monde paysan ?

Il me semble que deux éléments sont essentiels : la question économique, c'est-à-dire de la capacité des exploitants à vivre de leur activité - en filigrane, c'est la renégociation de la PAC qui se dessine. Sur cette question de l'économie, notons que Marine Le Pen a proposé la création d'un Fonds d'intervention pour les campagnes ainsi que la mise en place d'aides à l'installation ; Jean-Luc Mélenchon est également favorable à des aides à l'installation et à l'agriculture responsable, tout comme Nicolas Sarkozy ; ce dernier a aussi proposé de baisser les cotisations sociales pour les exploitations agricoles.

Mais existe de surcroît une question symbolique, c'est-à-dire la place et la considération que le pays accorde à ses agriculteurs - ces derniers se sentent souvent mal reconnus. Je pense que cette demande de reconnaissance symbolique, de considération, est essentielle. Le prochain gouvernement aura à y répondre.

Concernant la réforme de la PAC, des pistes émergent-elles ?

Je n'ai pas entendu grand chose. Seule Marine Le Pen a fait une proposition qui consisterait à renationaliser la politique agricole. Au demeurant, c'est une aberration, compte tenu du solde financier fortement positif que représente la PAC pour la France. En 2009, elle a ainsi versé 9,4 milliards d'euros à la PAC et en a récupéré 11,2 milliards.

Sur cette question, comment est jugé Nicolas Sarkozy ?

On n'en est qu'au début des négociations, puisque la Commission a lancé le processus il y a quelques mois. Il est donc difficile de dresser un bilan définitif pour l'heure. Notons en tout cas que Nicolas Sarkozy a saisi les enjeux européens de la PAC, puisqu'il a fait le choix de nommer un bon connaisseur des institutions européennes comme ministre de l'Agriculture.

Propos recueillis par Morgan Bourven